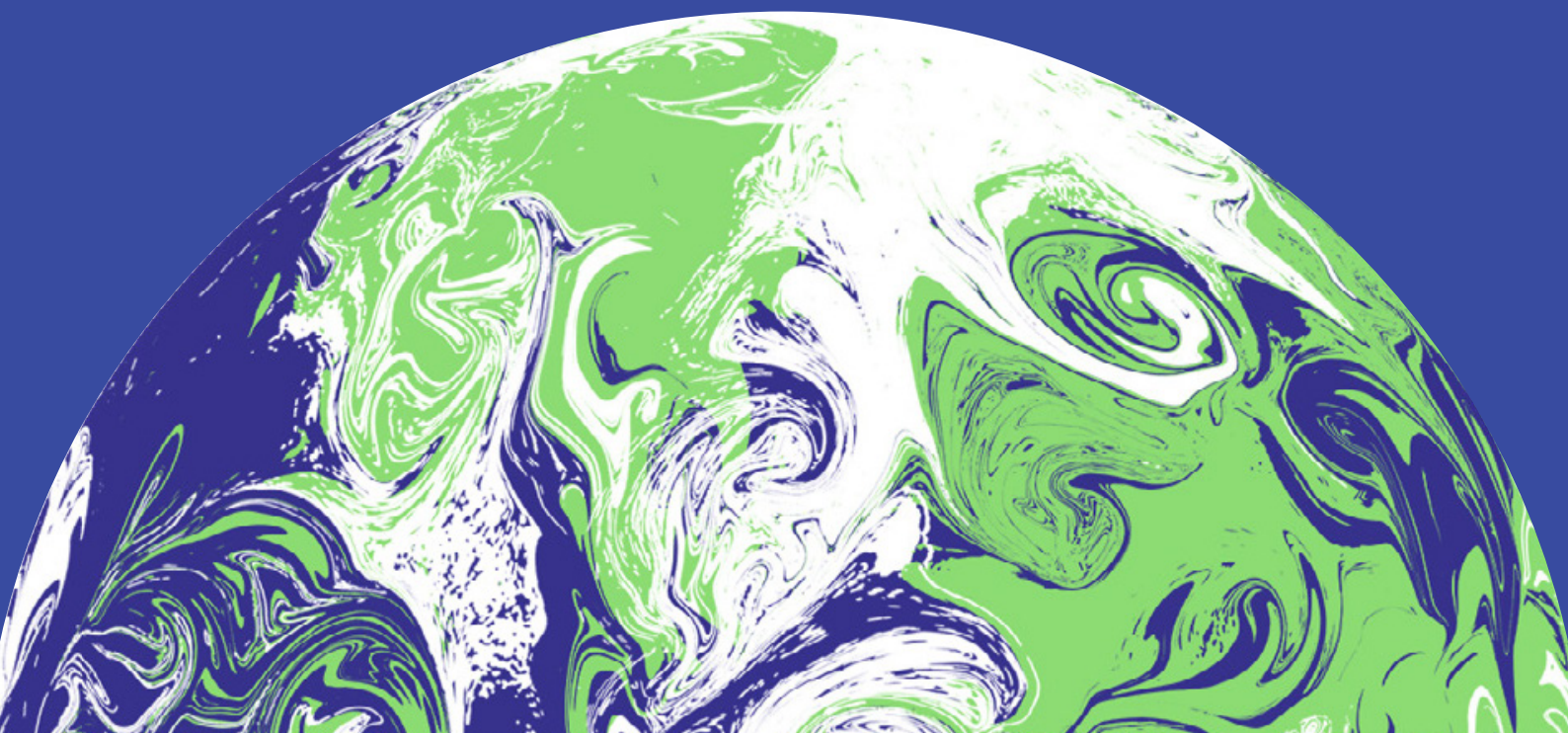


COP26 CATALYST FOR CLIMATE ACTION

Mesures recommandées pour le
renforcement des capacités sur les

**Transparence
et reporting**



**UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021**

IN PARTNERSHIP WITH ITALY



Wilton Park

Ces recommandations ont été élaborées par le Groupe d'action catalyseur de la transparence et du reporting de la COP26, qui comprend des représentants des organisations et des pays indiqués ci-dessous. Ces institutions approuvent les recommandations au moment de leur publication initiale. Nous invitons d'autres organisations et d'autres pays à approuver les recommandations pendant la COP26 et à la suite de celle-ci.



Gouvernement
de Lebanon



Gouvernement
de Malawi



Partnership on Transparency
in the Paris Agreement



COP26 CATALYST FOR CLIMATE ACTION

Recommandations sur le renforcement des capacités pour la transparence et le reporting

En vertu des termes de l'Accord de Paris, tous les pays transféreront leur reporting climatique vers le Cadre de transparence renforcé (ETF) d'ici 2024. Cela représente une accélération majeure de la transparence climatique, qui nécessitera un renforcement important des capacités.

La transparence climatique est pour tous, et elle a des avantages pour l'ensemble de la société. Tout le monde – y compris les gouvernements, les organisations internationales et les acteurs non gouvernementaux, comme les entreprises, les investisseurs, les ONG et les universités – a un rôle important à jouer. Le renforcement des capacités est essentiel pour faciliter une participation universelle à l'ETF et pour tirer parti de ses avantages. **Nous devons travailler collectivement pour inspirer et motiver nos collègues à renforcer leurs capacités bien avant les premiers rapports qui sont dus dans le cadre de l'ETF.**

Nous devons également appeler les bailleurs et les prestataires du renforcement des capacités à l'action, pour améliorer et renforcer l'accessibilité de leurs services afin de répondre aux nouvelles demandes des pays. L'action par rapport à toutes ces recommandations peut commencer avec effet immédiat, même si certaines d'entre elles prendront plusieurs années avant d'être pleinement mises en œuvre.

Le Groupe d'action catalyseur de la transparence et du reporting de la COP26 s'est réuni régulièrement avant la COP26, et a réalisé des consultations approfondies pour élaborer les recommandations suivantes sur la manière dont le renforcement des capacités peut être amélioré afin de mieux préparer les pays à l'ETF. Celles-ci visent à tirer parti des efforts de renforcement des capacités existants, en tenant compte des leçons apprises et des bonnes pratiques – et à suggérer des moyens de renforcer ceux-ci.



Wilton Park

Recommendations

1. Les gouvernements doivent considérablement accroître le profil et la visibilité de la transparence climatique et reconnaître les avantages supplémentaires qu'elle représente,

pour aider les décideurs politiques et les citoyens à comprendre que la transparence n'est pas simplement un exercice technique. La transparence et le reporting offriront des avantages considérables pour l'ensemble de nos économies et sociétés. Les agences de coordination ont besoin de stratégies de communication qui mettent en lumière les opportunités nationales et internationales, et qui engagent les ministres et les autres acteurs politiques. **Mettre l'accent sur les liens avec d'autres questions prioritaires nationales** peut contribuer à la création ou au renforcement de la volonté politique et l'appropriation nationale – qui seront essentiels pour s'assurer que chaque pays élabore son propre cadre de transparence efficace. Un engagement solide au niveau des processus de reporting et de révision dans le cadre actuel d'évaluation, de reporting et de vérification (MRV) permettra d'identifier les lacunes et les besoins en matière de capacités avant la transition vers l'ETF.

Acteurs principaux : Gouvernements, secrétariat de la CCNUCC, prestataires du renforcement des capacités

2. Les prestataires de renforcement des capacités doivent s'engager dans des programmes de soutien dans une perspective à long terme qui favorise la continuité et la durabilité, et qui aide les pays à maintenir des capacités renforcées. Le renforcement des capacités doit être un processus itératif d'« apprentissage par la pratique » qui permet aux pays d'identifier et d'évaluer leurs propres besoins et leurs propres priorités, et qui doit inclure des processus de suivi et d'évaluation pour faciliter des améliorations au fil du temps. Dans la mesure du possible, l'utilisation de consultants internationaux intermittents doit être évitée, et

le renforcement soutenu des capacités au sein de chaque pays doit être priorisé.

Acteurs principaux : Bailleurs et prestataires du renforcement des capacités

3. Toutes les parties prenantes bénéficieraient d'une meilleure coordination aux niveaux national, régional et international. Une meilleure coordination entre les initiatives de renforcement des capacités peut augmenter leur impact et leur efficacité et éviter la duplication. Des activités conjointes et complémentaires et un financement commun peuvent rendre le renforcement des capacités plus complet. La rationalisation des procédures de demande rendra d'autre part les initiatives plus accessibles et inclusives. Les Centres de transparence régionaux sont un moyen éprouvé de favoriser l'apprentissage entre pairs, le partage du savoir et le réseautage.

Acteurs principaux : Bailleurs, prestataires du renforcement des capacités, secrétariat de la CCNUCC et bénéficiaires

4. Les programmes de renforcement des capacités doivent élargir leur portée pour intégrer le soutien au reporting sur les nouveaux éléments dans le cadre de l'ETF, dont le suivi des progrès par rapport aux éléments d'adaptation et d'atténuation des contributions déterminées au niveau national (CDN), les marchés du carbone et le reporting sur le financement de l'action climatique requis et reçue. Ceux-ci doivent tenir compte du fait que les pays ont des niveaux de capacité et d'expérience différents, et par conséquent des points de départ différents. Les prestataires de renforcement des capacités doivent élaborer des documents d'orientation sur tous les éléments des BTR - en particulier ceux qui n'étaient pas présents dans le cadre précédent (rapport biennaux actualisés, ou BUR). Au fur et à mesure que l'ETF se développe au fil du temps, le renforcement des

capacités qui s'y rapporte devrait également évoluer. Un reporting de haute qualité mènera également à une évaluation plus complète des progrès au moment des bilans mondiaux.

Acteurs principaux : Prestataires du renforcement des capacités et bailleurs

5. Les prestataires du renforcement des capacités doivent améliorer l'accessibilité et la recherche des ressources en ligne. Bien qu'il existe des portails du savoir, les prestataires pourraient faire davantage pour consolider les ressources pour qu'elles soient accessibles à partir d'un point d'entrée unique largement diffusé, interactif et facile à rechercher. La traduction (au minimum dans les langues de l'ONU) doit être prioritaire, afin d'encourager le personnel technique des pays concernés à utiliser les produits du savoir. Des coordinateurs désignés pourraient aider les prestataires à mettre en œuvre un contrôle qualité, à s'assurer que les ressources restent à jour et à s'assurer que toutes les principales initiatives de renforcement des capacités en matière de transparence sont incluses.

Acteurs principaux : Prestataires du renforcement des capacités, et secrétariat de la CCNUCC

6. L'établissement d'un reporting continu nécessite un cadre institutionnel solide, qui nécessitera dans certains cas de nouveaux mandats juridiques. L'intégralité des pays peut mieux tirer parti des institutions existantes (et créer de nouvelles institutions si nécessaire) pour intégrer le reporting climatique au sein du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. De nouveaux conseils, de nouvelles orientations et un nouveau soutien seront nécessaires pour aider les pays à mettre en place des dispositions

institutionnelles solides pour répondre aux exigences de l'ETF. Avec le soutien nécessaire, les gouvernements doivent prévoir de mettre en place des capacités suffisantes pour mettre en œuvre des cadres de transparence et utiliser le soutien externe spécifiquement pour la création de l'infrastructure physique, institutionnelle et du savoir. Les prestataires de renforcement des capacités peuvent offrir un soutien aux institutions nationales impliquées dans la collecte, le partage, l'archivage et la communication de données. **Les relations entre les fournisseurs de données doivent être renforcées, en créant des réseaux d'experts techniques entre les institutions contributrices.** Les formations doivent tirer parti de l'infrastructure existante afin d'intégrer le reporting climatique et de fournir des conseils et des outils de gestion des données.

Acteurs principaux : Gouvernements, bailleurs, et prestataires du renforcement des capacités

7. Les gouvernements et les prestataires du renforcement des capacités doivent soutenir la participation de l'ensemble de la société au processus de transparence. Cela inclut les organismes statistiques, les départements financiers et économiques, les universités, les acteurs non gouvernementaux, les gouvernements infranationaux et le secteur privé, qui peuvent tous contribuer à, et enrichir, la collecte de données pour le reporting climatique. Il est particulièrement important d'impliquer les groupes de parties prenantes historiquement non représentés au gouvernement, ainsi que ceux dont l'objectif principal n'est pas le changement climatique.

Acteurs principaux : Gouvernements et prestataires du renforcement des capacités



Wilton Park



COP26 CATALYST FOR CLIMATE ACTION

Le Catalyseur de la COP26 souhaite remercier les membres suivants du Groupe d'action sur la transparence et le reporting, qui ont travaillé tout au long de l'année 2021 pour consulter les parties prenantes de partout dans le monde pour l'élaboration de ces recommandations :

Fernanda Alcobé, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)
Illari Aragon, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)
Mary Awad Menassa, Gouvernement libanais
Jack Burne, Wilton Park
Tani Colbert-Sangree, Institut de gestion des gaz à effet de serre (GHGI)
James Corré, Wilton Park
Eve Deakin, Gouvernement britannique
Jenny Easton, Wilton Park
Josh Edwards, Initiative pour la transparence de l'action climatique (ICAT)
Carlos Matias Figueroa, Institut mondial de la croissance verte (GGGI)
Yamikani Idriss, Gouvernement du Malawi
Vahakn Kabakian, Gouvernement libanais
Janine Maer, Wilton Park
Karl McAlinden, Gouvernement britannique
Denise Mevin, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Siddhartha Nauduri, Institut mondial de la croissance verte (GGGI)
Chan Ho Park, Institut mondial de la croissance verte (GGGI)
Noa Rose, Gouvernement britannique
Mirella Salvatore, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Martha-Elena Schloenvoigt, Partenariat sur la transparence dans l'Accord de Paris (PATPA)
Catarina Tarpo, Partenariat sur la transparence dans l'Accord de Paris (PATPA)
Sousan Torabiparizi, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Molly White, Institut de gestion des gaz à effet de serre (GHGI)
Henning Wuester, Initiative pour la transparence de l'action climatique (ICAT)

**Le Catalyseur de l'action climatique
de la COP26 est soutenu par le
Fonds international du Royaume-
Uni pour le climat.**



Wilton Park